

Depuis la signature du traité de Washington, en 1871, qui amena le Canada et les États-Unis à régler bon nombre de leurs différends, les rapports entre les deux pays se sont améliorés. Des philosophies politiques semblables, des échanges commerciaux réciproquement avantageux, des mouvements de population de part et d'autre, la colonisation de l'ouest canadien et le recours aux négociations pour régler les problèmes ont amené une diminution progressive des causes de friction. Il n'en reste pas moins qu'entre 1871 et 1940, les relations canado-américaines, tout en étant amicales, manquaient un peu de cordialité. La situation du Canada (alors membre de l'Empire britannique et par la suite membre du Commonwealth) d'une part et, d'autre part, le fait que les Canadiens étaient conscients du très grand écart entre les deux pays tant du point de vue de la population que des richesses, empêchèrent toute alliance politique plus étroite et limitèrent la collaboration presque exclusivement au domaine économique.

Au cours des années 20, la formation, en Europe et en Extrême-Orient, d'États totalitaires agressifs, fit naître un sentiment commun de danger mais, parce qu'ils ne voulaient prendre aucun engagement international, ni le Canada ni les États-Unis n'établirent de plans conjoints pour la défense de l'Amérique

du Nord. Ce n'est qu'en 1940, alors que la guerre avait été déclenchée en Europe et que la menace d'invasion pesait sur le Royaume-Uni, que le Canada et les États-Unis commencèrent à songer sérieusement à assurer leur défense commune.

Le premier ministre King, qui se préoccupait de plus en plus de la sécurité de Terre-Neuve et de la défense de la côte Atlantique, proposa au président Roosevelt de convoquer des réunions consultatives bilatérales portant sur la défense des deux pays. Ces consultations, qui eurent lieu à Washington les 11 et 12 juillet 1940, portèrent en majeure partie sur les demandes du Canada, désireux d'obtenir du matériel militaire des États-Unis, et sur l'étendue de l'aide militaire que devraient fournir les États-Unis pour défendre le Canada en cas d'attaque directe. Comme aucune disposition n'avait été prise jusque-là pour assurer des consultations permanentes et suivies entre les autorités des deux pays sur les questions militaires, le 16 août le premier ministre du Canada donna à entendre au président Roosevelt qu'il serait utile et opportun que les deux chefs de gouvernement puissent se rencontrer. Lorsque le Président reçut ce message, il invita M. King à le rencontrer à Ogdensburg, dans l'État de New York. Le lendemain, au cours de la soirée, le Président et le Premier ministre y